

Mission(s) VERIF_DOC	
Nos références 690T258X (690-T-2025-00AP)	Date 16/12/2025

SAINT GENIS LAVAL LYCEE ANDRE PAILLOT REAMENAGEMENT R3 DU BATIMENT D

AVIS SUR EXISTANT N°1 Sécurité



Envoi	ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE ANDRE PAILLOT - GIRARD Simon	Maître d'ouvrage	simon.girard@oreste-conseil.fr
-------	--	------------------	--------------------------------

Le chargé d'affaire,
Patrick MONIN

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT..... 3

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 3

III - AUTEURS DU RAPPORT..... 4

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX..... 4

 IV.1 - Désignation des intervenants..... 4

 IV.2 - Description sommaire et adresse des constructions concernées..... 4

 IV.3 - Référentiel et limite des investigations..... 4

 IV.4 - Conditions de l'intervention..... 4

V - DOCUMENTS MIS A DISPOSITION..... 5

VI - CONCLUSION GENERALE..... 6

VII - RECAPITULATIF DES AVIS NON SATISFAISANTS ET NON VERIFIES..... 7

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES..... 8

 VIII.1 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant..... 9

 VIII.2 - Classement et référentiel..... 16

 VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe..... 18

 VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R..... 22

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule dans le cadre de l'avis sur existant défini en tête du rapport et ci-dessous.

avis de faisabilité

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés suite à la visite des lieux et à l'inspection des ouvrages et des équipements visés au contrat n° 690-T-2025-00AP. Les domaines sur lesquels portent l'avis sur existant sont les suivants :

- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R

La mission consiste uniquement à émettre des avis et fournir des informations. BUREAU ALPES CONTRÔLES ne se substitue pas aux autres intervenants nécessaires ou obligatoires pour mener à bien un projet et réaliser des travaux: maîtres d'œuvre, architectes, bureaux d'étude, économistes, entreprises. Ainsi le rapport émis par BUREAU ALPES CONTRÔLES ne constitue pas et ne doit pas être utilisé en tant qu'étude de conception, étude de diagnostic tel que prévu par l'article R.2431-19 du Code de la Commande Publique. Les principes de solution qui peuvent être contenues dans le rapport ne sont en aucun cas exhaustifs ou restrictifs, et il appartiendra aux autres intervenants qui en ont la responsabilité de définir et mettre en œuvre les travaux adéquates.

Il ne s'agit pas d'une mission de contrôle technique : la vérification des travaux réalisés pendant ou après l'intervention, sur l'objet de la mission, n'est pas comprise dans la présente mission.

Par ailleurs, BUREAU ALPES CONTRÔLES ne réalise ni expertise judiciaire, ni expertise assurantielle, et le rapport émis ne constitue pas un rapport d'expertise.

Il a appartenu au maître d'ouvrage de communiquer à BUREAU ALPES CONTROLES toutes les informations et documents dont il avait connaissance, relatifs aux ouvrages objet de la mission (historique de la construction, plans, descriptifs, relevés, études géotechniques, description des incidents, plans de projet ou modifications envisagées ...). Les documents communiqués sont listés dans le présent rapport.

Sauf précision apportée en contrat ou dans le présent rapport, il n'a pas été réalisé de sondage destructif et la mission n'a comporté qu'un examen visuel des parties d'ouvrage observables lors de notre (nos) visite(s).

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Patrick MONIN

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

ETABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE ANDRE
PAILLOT

4 CHEMIN DES GRABELIERES

69230 SAINT-GENIS-LAVAL

IV.2 - Description sommaire et adresse des constructions concernées

projet réaménagement du niveau R+3, anciens internats, en locaux administratif et enseignement.

4 chemin des grabelières

69230 SAINT GENIS LAVAL

IV.3 - Référentiel et limite des investigations

- Sécurité des personnes en cas d'incendie (ERP) : Bien que s'agissant d'un établissement existant, et comme convenu en contrat, le référentiel pris en compte pour l'avis sur existant est celui applicable à la date de l'établissement du contrat.

IV.4 - Conditions de l'intervention

Date de la(des) visites(s) : Néant.

Matériel particulier utilisé : Néant.

Locaux non visitables ou inaccessibles lors de la visite : Néant.

Installations ou équipements hors service lors de la visite : Néant.

V - DOCUMENTS MIS A DISPOSITION

En complément de nos propres investigations, nous avons pris en compte les documents suivants:

- Plans architectes - Date : 03/11/2025

Aménagement R+3 - Scénario 1

VI - CONCLUSION GENERALE

A l'issue de la mission telle que définie dans le présent rapport, les avis non satisfaisants observés et les points qu'il n'a pas été possible de vérifier sont indiqués dans le §VII ci après. L'ensemble des avis et observations figurent dans le §VIII.

L'établissement passerait de 340 à 390 personnes. Les dégagements sont suffisants puisque le besoin est inchangé (2S totalisant 5 UP à minima).

Il n'est plus nécessaire de prévoir de désenfumage au dernier étage, qui passe de locaux de nuit avec une circulation désenfumée, à locaux de jours, salle de classes, locaux accessibles au public avec fenêtres sur l'extérieur. Pour mémoire, l'article R19 prévoit que le désenfumage des bâtiments comportant plus d'un étage sur rez-de-chaussée et ne comportant pas de locaux réservés au sommeil peut être réalisé par le désenfumage de tous les locaux accessibles au public, quelle que soit leur superficie, à l'exception des sanitaires.

VII - RECAPITULATIF DES AVIS NON SATISFAISANTS ET NON VERIFIES

- à prévoir si ça n'est pas déjà le cas : bande d'éveil de vigilance en haut des escaliers.
- A préciser : si ajout ascenseur, ce dernier desservira tous les étages.
- repérage des éléments et portes vitrées à prévoir
- Prévoir une porte de 120cm pour la salle de conférence si effectif > 100 personnes (105m²).
- au moins un vantail de 80cm pour les portes de 2 vantaux.
- Prévoir au moins 1 cabinet d'aisance et lavabo accessible pour le niveau et par genre, situés au même endroit que les autres cabinets.
- Prévoir au moins 1 cabinet d'aisance et lavabo accessible pour le niveau et par genre, situés au même endroit que les autres cabinets.
- Accessibilité à au moins un lavabo, miroir, savon et seche main.
- Prévoir les espaces de giration à l'intérieur ou devant et l'espace de translation à l'intérieur de chaque cabinet accessible.
- prévoir dispositif de fermeture, lave main à moins de 85cm, cuvette entre 45 et 50cm, barre d'appui et lavabo accessible.
- si batterie d'urinoir, hauteurs différentes à prévoir.
- respecter les dispositions relatives aux sorties
- respecter les dispositions relatives à l'éclairage.
- Il sera nécessaire de prévoir les nouvelles dispositions ou la mise à jour des dispositions existantes pour l'évacuation différée de cet étage.
- - Prévoir cloisonnement traditionnel avec cloisons CF 1h entre locaux et circulation, de dalle à dalle.
- Sauf avis contraire des pompiers, le foyer doit être encloisonné afin de constituer un local , surtout si les casiers sont à l'intérieur. On ne peut trouver de stockage dans la circulation.
- Les circulations horizontales de grande longueur encloisonnées doivent être recoupées tous les vingt-cinq à trente mètres par des parois et blocs-portes PF de degré une demi-heure en va-et-vient et « munis d'un ferme-porte ».

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES

Les rapports spécifiques de l'avis sur existant confié à BUREAU ALPES CONTROLES figurent ci-après, à savoir :

- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R

Signification des sigles utilisés pour les avis :

S	SATISFAISANT - Solidité : Les visites effectuées dans les limites citées en §IV.4 n'ont pas mis en évidence d'éléments remettant en cause la solidité de l'ouvrage. - Sécurité incendie et autres réglementations : Les visites effectuées dans les limites citées en §IV.4 et les documents observés n'ont pas mis en évidence d'éléments remettant en cause la conformité de l'établissement aux exigences réglementaires.
NS	NON SATISFAISANT - Solidité : Le point examiné, dans sa situation lors de notre visite, remet en cause la solidité de l'ouvrage. - Sécurité incendie et autres réglementations : L'exigence réglementaire identifiée n'est pas respectée dans la situation observée lors de nos visites.
NV	NON VERIFIE Solidité : il n'a pas été possible lors de la visite de donner un avis sur le point examiné. Sécurité incendie et autres réglementations : en cas d'impossibilité d'évaluer la conformité, notamment lorsque cette évaluation nécessiterait des essais en laboratoire, ou des investigations avec essais destructifs non autorisés par l'exploitant, le point est non vérifié.
SO	SANS OBJET L'ouvrage examiné n'existe pas ou l'article concerné ne s'applique pas.
HM	HORS MISSION Il s'agit d'un article qui ne s'applique pas compte tenu des limites de notre mission (voir §IV).
PM	POUR MEMOIRE Il s'agit d'un article ou d'un point nécessitant pas de constat de la part de l'intervenant.

VIII.1 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	PM S SO	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	S S	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)	SO S	Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires	SO	Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire	SO	
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent	PM SO PM	A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants		
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	SO	
Art. 6	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales		
	I. - Usage attendu		
	Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales	S	
	Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.	S	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles :		
	a) Profil en long		
	Pente $\leq 6\%$ (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)	SO	
	Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente $\geq 5\%$	SO	
	Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné	SO	
	Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m	SO	
	Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit	PM	
	b) Profil en travers		
	Largeur minimale 1,20m (allées structurantes)	S	
	Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m	S	
	Dévers $\leq 3\%$	SO	
	c) Profil en travers (allées non structurantes)	SO	
	d) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant		
	Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnantes sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés	S	
	Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique	S	
	2° Sécurité d'usage		
	Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	S	
	Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	S	
	Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).	S	
	Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm : Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) détectable à la canne selon annexe 4		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 7	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	SO	
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	SO	
	Repérage des parois vitrées	SO	
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance :	NS	
	Conformes à l'annexe 7 (plots régulièrement espacés, largeur suffisante, contrastée visuellement, non glissante, sans gêne pour PMR, distance = pas de freinage) ou norme NF P 98-351		à prévoir si ça n'est pas déjà le cas : bande d'éveil de vigilance en haut des escaliers.
	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales		
	Niveau considéré comme étage pour toute dénivellation ≥ 1,20m	NS	A préciser : si ajout ascenseur, ce dernier desservira tous les étages.
	Si ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public doivent être desservis	NS	A préciser : si ajout ascenseur, ce dernier desservira tous les étages.
	Signalisation des escaliers et ascenseurs si non visibles depuis le hall	NS	A préciser : si ajout ascenseur, ce dernier desservira tous les étages.
	Dessert de façon sélective, signalisation adaptée des escaliers ou des ascenseurs y compris à proximité des dispositifs de commande sur palier	S	
	Le numéro ou la dénomination de chaque étage est accessible sur chaque palier, à proximité de l'ascenseur, par une signalétique en relief visuellement contrastée par rapport à son environnement immédiat et fixée de telle sorte qu'une personne présentant une déficience visuelle puisse détecter sa signification par le toucher	S	
	7.1. escaliers	SO	existant non modifié.
	7.2. Ascenseurs		
	I. - Usage attendu		
	Tous les ascenseurs peuvent être utilisés par les personnes handicapées. Commandes extérieures et intérieures à la cabine repérables et utilisables. Possibilité de prendre appui dans la cabine et transmission des informations liées aux mouvements de cabine aux étages desservis et au système d'alarme	S	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Ascenseur neuf :	S	
	Selon paragraphe I ci-dessus		
	Ou Conformité à NF-EN-81-70		
	Obligation d'ascenseur : si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs est atteint ou dépasse 50 personnes. si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs n'atteint pas 50 personnes et que certaines prestations ne peuvent être offertes au rez de chaussée Seuil porté de 50 à 100 personnes pour les établissements d'enseignement (toutes catégories) ou 5ème catégorie avec pb solidité Seuil porté à 25% de la capacité totale du restaurant	S	ascenseur prévu
	Hôtels existants :		
	Hôtels 1 étoile, 2 étoiles ou 3 ou non classés avec prestations équivalentes en R+3 maxi	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Ascenseurs existants avec contraintes structurelles empêchant notamment l'agrandissement de la gaine seules sont exigibles les modifications suivantes sur 1 ascenseur par batterie :</p> <p>Signalisation palière avec signal sonore prévenant du début d'ouverture des portes et deux flèches lumineuses d'une hauteur d'au moins 40 mm indiquant le sens de déplacement avec signal sonore</p> <p>Signalisation en cabine avec indicateur visuel pour connaître la position de la cabine (hauteur des numéros entre 30 et 60 mm) ; message vocal indiquant position à l'arrêt cabine</p> <p>Dispositif de demande de secours avec pictogramme illuminé jaune et signal sonore indiquant que la demande a été émise ; pictogramme vert et signal sonore indiquant que la demande est enregistrée</p> <p>Aide à la communication type boucle magnétique ou équivalent</p> <p>Ascenseurs en batterie :</p> <p>Commande appel spécifique pour la cabine mise en conformité</p> <p>Appareil élévateur en remplacement d'un ascenseur sans dérogation si :</p> <p>Etablissement en zone PPR Inondation ou topographie rendant impossible un cheminement PMR pour accès à l'entrée</p> <p>A l'intérieur d'un Etablissement dans cadre bâti existant</p> <p>Choix du matériel :</p> <p>H ≤ 50 cm EPMR avec nacelle sans gaine</p> <p>50<H≤120 cm EPMR avec nacelle gaine et portillon</p> <p>120<H≤320 cm EPMR avec gaine fermée et portillon</p> <p>Interdiction d'accès sous appareil si celui-ci est en position haute</p> <p>Caractéristiques minimales EPMR : Dimension plateforme 140X90 (140X110 si service en angle) Surcharge 250 kg/m² soit Capacité 315 kg pour 140X90 Position commande accessible en fauteuil Commande d'appel à enregistrement si EPMR avec gaine fermée hors débattement porte et sans gêne pour circulation Largeur porte ou portillon 90 cm soit 83 cm de passage libre</p> <p>Limitation vitesse nominale entre 0,13 et 0,15 m/s si H = 3,20 m</p> <p>Dans EPMR avec nacelle, commandes à pression maintenue tolérées si inclinaison support de commande entre 30 et 45 ° / verticale et force de pression entre 2 et 5 N</p> <p>Ascenseurs libres d'accès sauf établissements scolaires si l'élève concerné reçoit un dispositif permettant usage en toute autonomie</p> <p>EPMR libres d'accès ou mise en place dispositif de signalement (à proximité porte, repérable, contrasté, signalé, H entre 90 et 130 cm et à plus de 40 cm obstacles)</p> <p>Non prise en compte des escaliers mécaniques ou plans inclinés mécaniques</p>	<p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>S</p> <p>SO</p> <p>SO</p>	
Art.10	<p>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</p> <p>I. - Usage attendu</p> <p>Repérage des portes vitrées</p> <p>Toutes portes manoeuvrables</p> <p>Absence de danger pour portes battantes et automatiques</p> <p>Sas de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes</p> <p>Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)</p> <p>II. - Caractéristiques minimales</p> <p>1° Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.</p> <p>Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 m en largeur utile)</p> <p>Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 m en largeur utile)</p>	<p>NS</p> <p>S</p> <p>SO</p> <p>S</p> <p>NS</p> <p>NS</p> <p>S</p>	<p>repérage des éléments et portes vitrées à prévoir</p> <p>Prévoir une porte de 120cm pour la salle de conférence si effectif > 100 personnes (105m²).</p> <p>au moins un vantail de 80cm pour les portes de 2 vantaux.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 12	<p>Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m</p> <p>Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté</p> <p>Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débatement de porte non manoeuvrée</p> <p>2° Atteinte et usage</p> <p>Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »</p> <p>Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles</p> <p>Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux</p> <p>Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N</p> <p>Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées</p> <p>3° Sécurité d'usage</p> <p>En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement</p> <p>Repérage des portes vitrées</p>	<p>SO</p> <p>S</p> <p>SO</p> <p>S</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>NS</p>	<p>repérage des éléments et portes vitrées à prévoir</p>
	Dispositions relatives aux sanitaires		
	I. - Usage attendu		
	Présence d'au moins un cabinet d'aisance aménagé et d'un lavabo accessible par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance	NS	
	Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés	NS	
	Respect de la séparation par sexe non obligatoire. Accès au sanitaire PMR « mixte » depuis une circulation commune avec signalisation	NS	
	Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main	NS	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles		
	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débatement de porte	NS	
	Espace de manoeuvre (ø = 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur à proximité de la porte et espace manoeuvre de porte	NS	Prévoir les espaces de giration à l'intérieur ou devant et l'espace de translation à l'intérieur de chaque cabinet accessible.
	2° Atteinte et usage		
	Dispositif de fermeture de porte	NS	prévoir dispositif de fermeture, lave main à moins de 85cm, cuvette entre 45 et 50cm, barre d'appui et lavabo accessible.
	Lave main à hauteur maximale 0,85 m	NS	prévoir dispositif de fermeture, lave main à moins de 85cm, cuvette entre 45 et 50cm, barre d'appui et lavabo accessible.
	Cuvettes entre 0,45 m et 0,50 m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	NS	prévoir dispositif de fermeture, lave main à moins de 85cm, cuvette entre 45 et 50cm, barre d'appui et lavabo accessible.
	Barre d'appui entre 0,70 m et 0,80 m	NS	prévoir dispositif de fermeture, lave main à moins de 85cm, cuvette entre 45 et 50cm, barre d'appui et lavabo accessible.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 13	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m. Le choix du lavabo et de la robinetterie doivent permettre un usage complet en position assis Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	NS	prévoir dispositif de fermeture, lave main à moins de 85cm, cuvette entre 45 et 50cm, barre d'appui et lavabo accessible.
	Urinoirs en batterie positionnés à des hauteurs différentes	NS	prévoir dispositif de fermeture, lave main à moins de 85cm, cuvette entre 45 et 50cm, barre d'appui et lavabo accessible.
		NS	si batterie d'urinoir, hauteurs différentes à prévoir.
	Dispositions relatives aux sorties	NS	respecter les dispositions relatives aux sorties
Art. 14	I. - Usage attendu Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal		
	II. - Caractéristiques minimales Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3 Absence de confusion avec les sorties de secours		
	Dispositions relatives à l'éclairage	NS	respecter les dispositions relatives à l'éclairage.
	I. - Usage attendu Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique		
Art. 15	II. - Caractéristiques minimales		
	Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol : des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux, des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux, des circulations intérieures horizontales : 100 lux, des escaliers et équipements mobiles : 150 lux des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux.		
	Autres dispositions : Extinction progressive en cas de temporisation Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence Absence d'éblouissement et de reflet sur signalétique		
	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	Article 16 à 19
Art 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis	S	
	I. - Usage attendu Présence de places assises pouvant recevoir des personnes handicapées Cas particulier : Les emplacements des restaurants et salles à usage polyvalent sans aménagement spécifique doivent pouvoir être dégagés en présence de personnes handicapées		
	II Caractéristiques minimales		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>1° Nombre</p> <p>2 emplacements jusqu'à 50 places, un supplémentaire par tranche de 50 places</p> <p>Au-delà de 1000 places, nb d'emplacements accessibles fixé par arrêté municipal et 20 places minimum</p> <p>Nombre de place calculé sur effectif total du restaurant (y compris mezzanine ou niveau non accessible)</p> <p>2° Répartition</p> <p>Places réparties dans les différentes catégories de places accessibles au public</p> <p>3° Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>Emplacement correspondant à un espace d'usage</p> <p>Caractéristiques des Cheminements d'accès identiques aux circulations horizontales intérieures</p> <p>les emmarchements des gradins et les gradins des tribunes ne sont pas considérés comme des circulations intérieures verticales ou horizontales</p>		

VIII.2 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Le lycée André Paillot est classé jusqu'en 2023 ERP de 3e catégorie avec les activités RH -N pour un effectif de 340 personnes réparties dans un bâtiment R+3/

Description sommaire des installations :

Date d'application du référentiel réglementaire : 14/10/2025

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : de 340 (PV de 2023) au projet à 390 personnes

Effectif du public : personnes

3ème catégorie de type N,R

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

N° Rapport SDMIS : 2023-004655 du 23 Octobre 2023

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 21/06/1982 portant approbation des dispositions particulières applicables au type N
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

- 1 — Tenir à jour le registre de sécurité,
- 2 — Lever les observations des RVRE chauffage, installation gaz, éclairage de sécurité, ascenseurs.
- 3 — Supprimer les multiprises
- 4 — Positionner l'extincteur de la cuisine à hauteur réglementaire
- 5 — Laisser libre d'accès les dégagements
- 6 — Signaler les arrêts d'urgence gaz en cuisine et en chaufferie
- 7 — Changer l'orientation du BAES du Bâtiment D au R+1
- 8 — Réparer la porte coupe-feu bâtiment D au RDC.

Autres prescriptions particulières :

VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	NS	Il sera nécessaire de prévoir les nouvelles dispositions ou la mise à jour des dispositions existantes pour l'évacuation différée de cet étage.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	S	
GN 6	Utilisations exceptionnelles des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	A respecter par l'exploitant.
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	SO	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	S	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	SO	sans objet à ce stade.
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.	SO	sans objet à ce stade.
	Section VI - Structures provisoires et démontables		
GN 15	Règlementation applicable aux structures provisoires et démontables	SO	
	Livre II		
	Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories		
	Titre Premier Dispositions Générales		
	Chapitre Premier - Généralités		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
GE 1	Objet.	PM	
	Section I - Contrôle des Etablissements		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	Section II - Vérifications Techniques		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	Chapitre II - Construction		
CO 1 - CO 5	Section I - Conception et Desserte des Bâtiments	SO	sans objet / existant non modifié.
CO 6 - CO 10	Section II - Isolement par Rapport aux Tiers	SO	sans objet / existant non modifié.
CO 11 - CO 15	Section III - Résistance au Feu des Structures	SO	sans objet / existant non modifié.
CO 16 - CO 18	Section IV - Couvertures	SO	sans objet / existant non modifié.
CO 19 - CO 22	Section V - Façades	SO	sans objet / existant non modifié.
	Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage		
CO 23	Généralités.		
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	NS	<p>- Prévoir cloisonnement traditionnel avec cloisons CF 1h entre locaux et circulation, de dalle à dalle.</p> <p>- Sauf avis contraire des pompiers, le foyer doit être encloisonné afin de constituer un local , surtout si les casiers sont à l'intérieur. On ne peut trouver de stockage dans la circulation.</p> <p>- Les circulations horizontales de grande longueur encloisonnées doivent être recoupées tous les vingt-cinq à trente mètres par des parois et blocs-portes PF de degré une demi-heure en va-et-vient et « munis d'un ferme-porte ».</p>
CO 25	Compartiments.	SO	
CO 26	Recoupement des vides.	SO	
	Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers		
CO 27	Classement des locaux en fonction de leurs risques.	PM	
CO 28	Locaux à risques particuliers.	SO	
CO 29	Locaux à risques courants et logements du personnel.	S	
	Section IX - Dégagements		
	Sous-section 1 - Dispositions générales		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 34	Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	S	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	S	
CO 37	Saillies et dépôts.	SO	
CO 38	Calcul des dégagements.	S	
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO	
CO 40	Enfouissement maximal.	HM	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	SO	
CO 42	Balisage des dégagements.	S	
CO 43 - CO 48	Sous-section 2 - Sorties	SO	satisfaisant a priori, existant non modifié.
CO 49 - CO 56	Sous-section 3 - Escaliers	SO	satisfaisant a priori, existant non modifié.
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	SO	satisfaisant a priori, existant non modifié. palier escalier
CO 61 - CO 61 §7	Section X - Tribunes	SO	
	Chapitre VII - Installations électriques		
	Section III – Installation de Sécurité		
EL 17	Signalisations.		
	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants		
	Section I - Ascenseurs		
AS 1	Généralités.		
AS 1§1	Protection des gaines.		
AS 1§2	Local de machinerie traité à risque moyen.		
AS 1§2	Machineries en gaine : puissance installée et tableau électrique.		
AS 1§2	Machineries en gaine : interdiction de nouveau départ.		
AS 1§2	Machineries en gaine : conservation des résistances au feu des parois		
AS 1§3	Débouché des portes palières.		
AS 1§4	Parois des gaines d'ascenseur.		
AS 1§5	Revêtements intérieurs des cabines.		
AS 1§6	Réservoir d'huile hors gaine en local à risque moyen.		
AS 1§7	Rétention pour réservoir d'huile.		
AS 2	Ventilation des locaux des machines.		
AS 3	Dispositifs de secours.		
	Section II - Dispositions Particulières concernant les Ascenseurs destinés à l'Evacuation des Handicapés Physiques		
AS 4	Ascenseurs accessibles, en cas d'incendie, aux personnes en situation de handicap.		
AS 4§1	Protection de la gaine et local d'attente.		
AS 4§2a-b-c	Caractéristiques du local d'attente.		
AS 4§2d	Désenfumage local d'attente et dégagements y conduisant.		
AS 4§2e	Eclairage de sécurité en local d'attente.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AS 4 §2f-g	Distance à parcourir et moyen de communication.		
AS 4 §3	Alimentation électrique des ascenseurs par AES conforme à EL13.		
AS 4 §4	Equipements des cabines.		
AS 5	Consignes et signalisation.		
	Section III - Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants		
AS 6	Réaction au feu des balustrades et bandes.		
AS 7	Dispositif de sécurité.		
	Section IV - Entretien et Vérifications		
AS 8	Entretien des escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	HM	A la charge de l'exploitant
AS 9	Vérifications techniques des ascenseurs.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles avant remise en service. A respecter en exploitation.
AS 10	Vérifications techniques des escaliers mécaniques et des trottoirs roulants.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles avant remise en service. A respecter en exploitation.
AS 11	Autres obligations de l'exploitant.	HM	A la charge de l'exploitant

VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)		Arrêté du 04/06/1982 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	Section I - Généralités		
R1	Etablissements assujettis	S	
R2	Détermination de l'effectif	S	Cf « Classement et référentiel »
R3	Conditions particulières d'exploitation	HM	A respecter par l'exploitant.
R4	Parc de stationnement couvert	SO	
R5	Utilisation de produits et de matériels dangereux	SO	
	Section II - Construction		
R6	Conception de la distribution intérieure et stabilité au feu des structures	SO	
R7	Locaux d'enseignement comprenant des installations d'enseignement technique	SO	
R8	Préaux	SO	
R9	Volumes libres intérieurs	SO	
R10	Locaux à risques	SO	
R11	Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère technique	SO	
R12	Produits dangereux dans les locaux d'enseignement à caractère scientifique ou dans les locaux de recherche	SO	
	Section III - Dégagements		
R13	Largeur des dégagements	S	L'établissement passe de 340 à 390 personnes. Les dégagements sont suffisants puisque inchangés (2S totalisant 5 UP à minima).
R14	Dégagements des écoles maternelles, crèches, haltes-garderies et jardins d'enfants	SO	
R15	Escaliers	S	
R16	Portes	S	
R17	Portes des sorties de secours		Article abrogé.
	Section IV - Aménagements		
R18	Sièges de la salle polyvalente	SO	Article abrogé
	Section V - Désenfumage		
R19	Domaine d'application		
R19 §1	Classe des locaux		
R19 §2	Exigences de désenfumage	SO	existant non modifié
R19 §3	Désenfumage des locaux par les fenêtres	S	
R19 §4	Désenfumage naturel des circulations	SO	Il n'est plus nécessaire de trouver de désenfumage au dernier étage, qui passe de locaux de nuit avec circulation désenfumée, à locaux de jours, salle de classes, avec ouverture par fenêtre sur l'extérieur. Le désenfumage de la circulation n'est plus nécessaire. (- le désenfumage des bâtiments comportant plus d'un étage sur rez-de-chaussée et ne comportant pas de locaux réservés au sommeil peut être réalisé par le désenfumage de tous les locaux accessibles au public, quelle que soit leur superficie, à l'exception des sanitaires.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R19 §4	Désenfumage mécanique des circulations	SO	Il n'est plus nécessaire de trouver de désenfumage au dernier étage, qui passe de locaux de nuit avec circulation désenfumée, à locaux de jours, salle de classes, avec ouverture par fenêtre sur l'extérieur. Le désenfumage de la circulation n'est plus nécessaire. (- le désenfumage des bâtiments comportant plus d'un étage sur rez-de-chaussée et ne comportant pas de locaux réservés au sommeil peut être réalisé par le désenfumage de tous les locaux accessibles au public, quelle que soit leur superficie, à l'exception des sanitaires.
R19§5	Détection automatique des circulations	SO	
	Section X - Moyens de Secours		
R30	Moyens d'extinction	S	Extincteur à adapter aux nouveaux locaux et nouveaux usages du R+3.
R31	Système de sécurité incendie, système d'alarme	S	Système de sécurité incendie à réadapter aux nouveaux usages mais l'installation sera compatible.
R31 §1	- Etablissements avec locaux à sommeil		
R31 §2	- Equipement d'alarme		
R31 §3	- Cas des établissements multi-bâtiments		
R32	Système d'alerte	SO	existant non modifié
R33	Exercices d'évacuation	HM	A respecter par l'exploitant.